

MAIRIE  
DE  
**CADENET**

84160 Cadenet

Téléphone 04 90 68 13 26  
E-mail : [accueil@mairiecadenet.fr](mailto:accueil@mairiecadenet.fr)  
Internet : [www.mairie-cadenet.fr](http://www.mairie-cadenet.fr)

N° 287 / 2024

**ARRÊTÉ**  
**RÉGLEMENTANT LA CIRCULATION**  
**ET LE STATIONNEMENT AVENUE GAMBETTA**  
**EN RAISON DE TRAVAUX**

-----

**Le Maire de CADENET,**

**VU**, le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-1 à L 2212-5 ;

**VU**, le Code de la route et notamment ses articles R 417-10, R 325-1 et suivants ;

**VU**, le code Pénal et notamment son article R 610 – 5 ;

**VU**, le code de la voirie routière ;

**VU**, le livre V du code de la sécurité intérieure ;

**VU**, la demande de l'entreprise GIE ARTELECOM, sise 39 Rue de la Syrah, OPPÈDE, pour la réalisation de travaux, remplacement Chambre télécom, Avenue Gambetta, à hauteur de l'Impasse des Imbes, du mardi 09 juillet 2024 au vendredi 12 juillet 2024, pour une durée de 4 jours calendaires ;

**CONSIDÉRANT** que la voie sur laquelle a lieu les travaux est habituellement réservée au stationnement et à la circulation des véhicules ;

**CONSIDÉRANT** qu'il convient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter tout incident sur la voie publique ;

-----  
**ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup> :** Du mardi 09 juillet 2024 au vendredi 12 juillet 2024, pour une durée de 4 jours calendaires ;

- Le stationnement est interdit Avenue Gambetta sur 4 places de parking situées au plus près de l'Impasse des Imbes.
- La circulation est interdite Impasse des Imbes le temps des travaux.
- La circulation sera perturbée par un empiètement de la chaussée le temps des travaux

**Article 2 :** Tout véhicule en infraction à l'article 1 sera considéré en stationnement gênant au terme de l'article R. 417-10 du Code de la Route. Le véhicule en infraction pourra faire l'objet d'une mise en fourrière, en application de l'article R. 325-1 et suivants du Code de la Route.

**Article 3 :** Ces interdictions seront matérialisées sur place par l'installation de panneaux de signalisation, à la charge de l'entreprise.

**Article 4 :** Une remise en état du bitume, du béton et des trottoirs, sera mise en place par l'entreprise.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché par les soins de l'entreprise à chaque extrémité du chantier.

**Article 6 :** La responsabilité de l'entrepreneur sera engagée par l'insuffisance de la signalisation.

**Article 7 :** La présente décision peut faire l'objet à compter de sa publication.

- D'un recours gracieux
  - Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le Tribunal Administratif d'un recours contentieux.
  - Soit à compter de la réception de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux.
  - Soit à compter de l'expiration du délai de 2 mois après formulation du recours gracieux. En effet, le silence gardé par l'administration pendant 2 mois équivaut à un rejet implicite de la demande.
- D'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes.
- Le Tribunal Administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 8 :** Madame le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la brigade de Gendarmerie, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale, seront chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CADENET le 1er juillet 2024

**Le Maire,  
Jean-Marc BRABANT**

